



GT2. Impact de la crise économique mondiale sur les Amériques
30 Août - 1 Septembre, 2012. Ville de Panama, Panama
Experts: Laura Gómez-Mera (Argentine) et Otton Solís Fallas (Costa Rica)

RAPPORT

Le Groupe de travail « **Impact de la crise économique globale sur les Amériques** », s'est réuni pour la 9^{ème} Assemblée plénière de ParlAmericas dans la Ville de Panama, Panama, les 30 et 31 août 2012 avec la participation de délégués *de l'Argentine, du Canada, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Panama, du Paraguay, du Salvador et du Surinam.*

Jeannette Ruiz (Costa Rica) et Michael L. MacDonald (Canada) ont présidé les séances du Groupe, qui avait comme objectifs:

- Analyser les conséquences politiques et sociales de la crise économique globale
- Étudier dans quelle mesure et comment la crise mondiale a eu un impact sur la dynamique politique et la gouvernance démocratique dans les Amériques
- Étudier les politiques fiscales et sociales spécifiques qui existent pour répondre à la crise
- Analyser l'effet de la Chine au moment de mitiger l'impact de la crise économique globale dans les Amériques

RECOMMANDATIONS

1. Promouvoir une législation interne qui renforce les outils de maniement macroéconomique et structurel sur lesquels nos pays peuvent compter devant les possibles changements de la conjoncture mondiale, de façon à ce que nous puissions prendre des décisions de défense en cas des dangers externes pouvant déstabiliser nos économies.
2. Faire de lois pour promouvoir la gestion des connaissances des ressources humaines, de la science et de la technologie pour que nos pays deviennent compétitifs face au marché local et international, dans des domaines tels que l'éducation, l'agriculture, la santé, et la production manufacturière à travers des politiques publiques.
3. Faire des lois pour renforcer les capacités institutionnelles et l'indépendance des secteurs chargés de contrôler les actes de corruption qui provoquent la diminution de la confiance dans les états démocratiques et augmentent l'instabilité politique et les pressions sociales.
4. Créer des cadres légaux qui renforcent la production domestique, de façon à satisfaire la demande interne et augmenter les exportations de valeurs ajoutées. L'un des axes d'interventions pourrait être des incitatifs pour que les producteurs donnent une valeur ajoutée à leurs produits; de même, des lois pourraient être adoptées pour provoquer une distribution équitable de la richesse.
5. Promouvoir une législation qui convertit la réinsertion des flux migratoires en un facteur positif pour nos économies.

Jeannette Ruiz (Costa Rica) et Michael L. MacDonald (Canada), présidents